



# Assemblée générale

Cinquante-sixième session

Documents officiels

## Première Commission

### 17<sup>e</sup> séance

Mardi 30 octobre 2001, à 10 heures  
New York

*Président :* M. Erdős ..... (Hongrie)

*En l'absence du Président, M. Alcalay  
(Venezuela), Vice-Président, assume la  
présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 10*

#### Points 64 à 84 de l'ordre du jour (suite)

#### Examen thématique des questions à l'ordre du jour et présentation et examen de tous les projets de résolution soumis au titre des points relatifs au désarmement et à la sécurité internationale

**Le Président par intérim** (*parle en espagnol*) :  
Conformément au programme de travail et au  
calendrier établis, ce matin la Première Commission  
terminera la deuxième étape de ses travaux.

**M. Thapa** (Népal) (*parle en anglais*) : Ma  
délégation a le plaisir de présenter, au titre du point  
75 f) de l'ordre du jour, le projet de résolution  
A/C.1/56/L.50, intitulé « Centre Régional des Nations  
Unies pour la paix et le désarmement en Asie et dans le  
Pacifique ». Au nom des pays suivants : Australie,  
Bangladesh, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Cambodge,  
Chine, République populaire démocratique de Corée,  
Fidji, Inde, Indonésie, Japon, Kazakhstan, Kirghizistan,  
République démocratique populaire lao, Malaisie,  
Maldives, Mongolie, Myanmar, Nauru, Nouvelle-  
Zélande, Pakistan, Papouasie-Nouvelle-Guinée,  
Philippines, République de Corée, Sri Lanka,

Tadjikistan, Thaïlande, Ouzbékistan, Vanuatu, Viet  
Nam et mon propre pays, le Népal.

Le premier alinéa du préambule rappelle les  
résolutions 42/39 D du 30 novembre 1987 et 44/117 F  
du 15 décembre 1989. Comme indiqué au cinquième  
alinéa du préambule, l'Assemblée sait gré au Centre  
régional d'avoir organisé la réunion régionale annuelle  
sur le désarmement tenue à Katmandou, la réunion  
régionale, tenue en Nouvelle-Zélande et la Conférence  
des Nations Unies sur les questions de désarmement,  
tenue au Japon.

Aux termes des paragraphes du dispositif,  
l'Assemblée générale réaffirme son appui énergique au  
renforcement du Centre régional et souligne  
l'importance du processus de Katmandou en tant que  
puissant moyen de développer la pratique du dialogue  
sur la sécurité et le désarmement à l'échelle de la  
région. De même, l'Assemblée générale engage de  
nouveau les États Membres ainsi que les organisations  
gouvernementales et non gouvernementales et les  
fondations à verser des contributions volontaires au  
Centre.

Au paragraphe 6 du dispositif, l'Assemblée  
générale, compte tenu des préparatifs effectués par le  
pays hôte pour que le Centre régional puisse opérer à  
partir de Katmandou, prie le Secrétaire général de  
veiller à ce que le Centre régional opère effectivement  
à partir de Katmandou dans les six mois qui suivront la

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des  
autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des  
interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la  
signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de  
rédaction des procès-verbaux de séance, bureau C-154A. Les rectifications seront publiées après  
la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.



signature de l'accord avec le pays hôte et à ce qu'il fonctionne efficacement.

Ma délégation, tout comme les autres auteurs du projet de résolution, espère sincèrement que ce texte sera adopté par consensus, comme cela a été le cas dans les années précédentes.

**M. Du Preez** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Au nom des États Membres des Nations Unies qui sont membres du Mouvement des non-alignés, je présenterai cinq projets de résolution et un projet de décision au titre des points 66, 74, 75 et 84 de l'ordre du jour. Monsieur le Président, étant donné le nombre de ces documents je demanderais votre indulgence ainsi que celle de toutes les délégations présentes pour la longueur de mon intervention.

Le projet de résolution A/C.1/56/L.18, intitulé « Centres régionaux des Nations Unies pour la paix et le désarmement », souligne l'importance de tous les centres régionaux en tant que mécanismes destinés à informer et à éduquer l'opinion publique et à lui permettre de comprendre et de soutenir les objectifs dans le domaine de la maîtrise des armements et du désarmements. Le projet de résolution appuie les activités des trois centres régionaux au Népal, au Pérou et au Togo et souligne leur contribution précieuse à la modification des attitudes fondamentales à l'égard de la paix et de la sécurité. Le projet demande également aux États Membres de chaque région et à ceux qui sont en mesure de le faire, ainsi qu'aux organisations intergouvernementales, non-gouvernementales et aux fondations d'apporter des contributions volontaires aux trois centres régionaux pour leur permettre de remplir leur rôle et de renforcer leurs programmes d'activités. Les auteurs du texte espèrent qu'il sera, une fois encore, adopté sans être mis aux voix.

Le deuxième projet de résolution, A/C.1/56/L.19, a trait à la convocation de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Les membres du Mouvement des non-alignés et une grande majorité d'autres membres de la communauté internationale continuent de penser que la tenue de cette session offrirait l'occasion d'examiner, dans une perspective correspondant mieux à la situation internationale actuelle, les aspects d'importance cruciale du processus de désarmement et permettrait de mobiliser la communauté internationale et l'opinion publique mondiale en faveur de l'élimination des armes nucléaires et autres armes de

destruction massive et en faveur de la maîtrise et de la réduction des armements classiques. Le Mouvement des non-alignés continue de penser qu'une session extraordinaire permettrait de dresser le bilan de la situation de l'après guerre froide s'agissant de l'ensemble des questions du désarmement et de la maîtrise des armements. Le Mouvement reste préoccupé par le manque de progrès à cet égard, et ce malgré les tentatives renouvelées de mettre en place un autre mécanisme grâce auquel un consensus pourrait être atteint en ce qui concerne les objectifs, l'ordre du jour et le calendrier d'une telle session extraordinaire.

Comme dans la résolution adoptée sans vote à la cinquante-cinquième session de l'Assemblée générale, le projet de résolution de cette année appelle à de nouvelles mesures qui conduiraient à la convocation de la quatrième session extraordinaire avec la participation de tous les États Membres, sous réserve de la réalisation d'un consensus sur ses objectifs et son ordre du jour. Les auteurs du projet de résolution continuent de penser qu'un accord sur la convocation d'une session extraordinaire pourrait être facilité grâce aux consultations continues engagées par le Secrétaire général.

La seule modification de fond apportée à la résolution adoptée à la cinquante-cinquième session est l'inclusion d'un nouvel alinéa au préambule prenant note de la Déclaration du Millénaire des Nations Unies par laquelle les chefs d'État et de gouvernement ont décidé de travailler à l'élimination des armes de destruction massive, notamment des armes nucléaires, et de n'écarter aucune solution possible pour parvenir à cet objectif, notamment en ce qui concerne la convocation éventuelle d'une conférence internationale pour définir les moyens d'éliminer les dangers nucléaires. Les auteurs espèrent que le projet de résolution sera de nouveau adopté sans vote.

Le projet de résolution A/C.1/56/L.20, intitulé « Relation entre désarmement et développement », souligne combien il est important de consacrer aux objectifs de développement une partie des ressources obtenues grâce aux mesures de désarmement, afin de réduire le fossé entre pays développés et pays en développement. La notion de cette relation a gagné du terrain et est devenue évidente étant donné les importantes ressources financières, matérielles et technologiques consacrées aux armements qui ont lourdement pesé sur les économies de nombreux États, notamment des pays en développement. Le contraste

frappant entre les dépenses consacrées aux armements et la modicité de l'aide accordée au progrès socioéconomique parle de lui-même.

Le projet de résolution reconnaît les mesures prises dans le cadre du Document final adopté par la Conférence internationale sur la relation entre désarmement et développement et demande au Groupe directeur de haut niveau sur le désarmement et le développement de renforcer et d'élargir son programme d'activités, conformément au mandat adopté à cette conférence. Il invite également instamment la communauté internationale à consacrer au développement économique et social une partie des ressources obtenues grâce à la mise en oeuvre d'accords de désarmement et de limitation des armements. Le projet de résolution prie de nouveau le Secrétaire général de continuer à prendre des mesures en vue de l'application du programme d'action adopté par la Conférence internationale. Les auteurs espèrent vivement que le projet de résolution sera de nouveau adopté sans être mis aux voix.

Le projet de résolution A/C.1/56/L.21 est intitulé « Respect des normes relatives à l'environnement dans l'élaboration et l'application des accords de désarmement et de maîtrise des armements ». Son objectif fondamental est de faire respecter les normes pertinentes relatives à l'environnement lors des négociations des traités et des accords de désarmement et de limitation des armements. La communauté internationale est depuis longtemps consciente du préjudice causés par les sources radioactives non contrôlées et du risque lié aux activités militaires incluant des matières nucléaires. Le démantèlement de certaines catégories d'armes requiert des techniques et des méthodes destinées à maintenir et à renforcer les normes actuelles relatives à l'environnement. Bien que le projet de résolution ne fasse aucune référence à des accords précis de désarmement, il demande toutefois aux États de tenir dûment compte des normes pertinentes relatives à l'environnement lorsqu'ils négocient des traités et des accords de désarmement et de limitation des armements. Il demande également aux États d'adopter des mesures qui puissent contribuer à assurer l'application des progrès scientifiques et techniques en vue de renforcer la sécurité et de faciliter le désarmement sans porter atteinte à l'environnement ou à son apport efficace à la réalisation du développement durable. Nous espérons

que ce projet de résolution bénéficiera du plus large appui possible.

Le projet de résolution A/C.1/56/L.22 intitulé « Application de la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix », se fonde sur le rapport du Comité spécial de l'océan Indien distribué en tant que document A/56/29. À cet égard, il souligne à nouveau que la participation de tous les membres permanents du Conseil de sécurité et des principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien aux travaux du Comité spécial est importante et faciliterait grandement un dialogue bénéfique à tous, sur la voie de la paix, de la sécurité et de la stabilité dans la région de l'océan Indien. À cette fin, le Président du Comité spécial est prié de poursuivre ses consultations officieuses avec les membres du Comité et de faire rapport, par l'intermédiaire du Comité, à l'Assemblée générale, à sa cinquante-huitième session. Les États membres du Mouvement des non alignés espèrent que ce projet de résolution sera une fois encore adopté avec l'appui le plus large des États Membres.

Enfin, le projet de décision, A/C.1/56/L.23, demande l'inscription à l'ordre du jour provisoire de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale de la question intitulée « Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale ».

**M. Westdal** (Canada) (*parle en anglais*) : Je présente officiellement le projet de résolution A/C.1/56/L.30, intitulé « La vérification sous tous ses aspects, y compris le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine de la vérification ». Les délégations suivantes se sont portées coauteurs de ce texte : Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Bulgarie, Chili, Croatie, République tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Haïti, Hongrie, Italie, Japon, Kazakhstan, Lituanie, Luxembourg, Monaco, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, Fédération de Russie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Suède, Ukraine et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Ce projet de résolution est identique à la résolution 54/46 du 1er décembre 1999, adoptée sans vote par la Commission et par l'Assemblée générale. Le projet de résolution que le Canada présente tous les deux ans depuis 16 ans, nous donne l'occasion de réaffirmer unanimement l'importance capitale que

revêt la vérification dans nos efforts de désarmement et de non-prolifération. Des mesures de vérification efficaces fournissent aux États l'assurance que les obligations sont respectées par les autres pays. En renforçant la confiance dans les accords sur la maîtrise des armements et le désarmement, la vérification contribue à consolider l'efficacité de ces accords en encourageant la transparence, le respect des obligations et la pleine application desdits accords. La vérification appuie les accords bilatéraux et multilatéraux et renforce la sécurité régionale et mondiale. Les différentes méthodes, qu'il s'agisse des moyens techniques nationaux, du contrôle scientifique international, des rapports, des visites et des enquêtes, contribuent toutes à la vérification de ces accords. Certaines de ces méthodes peuvent également être appliquées aux accords extérieurs aux domaines de la prolifération, de la maîtrise des armements et du désarmement.

La Convention sur les armes chimiques a récemment démontré que le monde dans son ensemble acceptait et reconnaissait l'utilité d'un régime de vérification rigoureux comprenant des comptes rendus et la vérification sur le terrain par des inspecteurs internationaux. L'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) contribue à la vérification du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP), et la conclusion de protocoles additionnels renforce le TNP. La vérification du Traité se fait également par le processus d'examen et se trouvera renforcé grâce au rapport fourni par tous les États sur la mise en oeuvre de l'article VI, comme prévu dans le Document final de la Conférence d'examen 2000 du TNP. Les efforts faits pour instaurer un régime de conformité à la Convention sur les armes biologiques et à toxines n'ont malheureusement pas encore porté leurs fruits.

Les 16 principes de vérification élaborés par la Commission du désarmement en 1988 et renforcés ensuite par l'étude des Nations unies sur la vérification sous tous ses aspects (document A/50/377 du 22 septembre 1995) restent tout aussi valables aujourd'hui que lors de leur rédaction et sont peut-être même encore plus pertinents aujourd'hui qu'auparavant car chaque jour nous avons présente à l'esprit la menace des armes de destruction massive. Je recommande ces principes à tous les membres présents.

**M. Sood** (Inde) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/56/L.13, intitulé « Rôle de la science et de la technique dans le contexte

de la sécurité internationale et du désarmement ». Le projet est parrainé par les pays suivants : Afghanistan, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Burkina Faso, Colombie, Congo, Costa Rica, Cuba, République dominicaine, Fidji, Guyana, Haïti, Indonésie, République islamique d'Iran, Jordanie, Kenya, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maurice, Népal, Nigéria, Pakistan, Pérou, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Soudan, Viet Nam, Zambie et mon propre pays.

Le projet de résolution traite d'une question d'importance fondamentale pour la communauté internationale, et notamment pour le monde en développement. Les progrès réalisés dans le domaine de la science et de la technique offrent d'immenses possibilités de développement. Cependant, il convient de reconnaître que certains de ces progrès sont à double usage et pourraient avoir des applications civiles et militaires. L'accès aux progrès scientifiques et techniques à des fins de développement est une priorité pour les pays en développement afin qu'ils puissent parvenir à une croissance économique et participer activement au commerce mondial.

En même temps, plusieurs pays du monde en développement ont payé un lourd tribut pour ce qui est du développement en raison de la persistance de régimes de contrôle discriminatoires. Ces régimes sont en effet l'apanage de groupes fermés de pays qui pratiquent entre eux l'échange de ces techniques, tout en interdisant l'accès à d'autres. Les régimes sont souvent des barrières non économiques au commerce normal, et vont à l'encontre des principes des relations économiques mondiales généralement acceptés. Les politiques de contrôle sur l'exportation ont été instaurées en raison des craintes de la prolifération à une époque où il n'existait aucun accord mondial traitant au fond de ce sujet. Des questions ont été soulevées, entre autres sur le fait de savoir si ces arrangements exclusifs, à composition limitée et prétendument temporaires, ont réellement servi leur objectif déclaré de renforcer le régime de non-prolifération nucléaire, notamment en ce qui concerne les applications scientifiques et techniques liées aux armes de pointe et aux armes de destruction massive et à leurs vecteurs.

La Convention sur les armes chimiques, premier accord de désarmement multilatéral de caractère universel visant à éliminer une catégorie complète d'armes de destruction massive, a rendu possible la mise en place d'un mécanisme juridique non

discriminatoire et multilatéralement négocié susceptible de prendre en compte les préoccupations concernant la prolifération due à des transferts non réglementés et de favoriser le développement économique des États parties. La Convention sur les armes chimiques impose aux États parties d'examiner leurs réglementations nationales actuelles dans le domaine du commerce des produits chimiques afin de les rendre compatibles avec l'objectif et le but de cet instrument. Toutefois, la persistance de certain régimes de contrôle spéciaux, créant une double catégorie d'États parties à la Convention sur les armes chimiques, souligne la nécessité de mettre rapidement en oeuvre toutes les dispositions de la Convention.

Le récent revers des négociations en vue de l'établissement d'un protocole efficace destiné à renforcer la mise en oeuvre de la Convention sur les armes biologiques de 1972 a malheureusement empêché les États parties de mettre en place un système efficace de réglementation des transferts d'agents, de toxines, d'équipements et de technologies relevant de la Convention tout en évitant de prendre des mesures susceptibles d'entraver le développement économique des États parties.

L'absence d'accord universel véritablement non discriminatoire concernant les armes nucléaires a également réduit l'efficacité des efforts de non prolifération dans le domaine nucléaire. La non-prolifération nucléaire sous tous ses aspects ne peut être séparée de la nécessité de disposer de mesures favorisant le désarmement nucléaire et l'élimination progressive des armes nucléaires. L'absence de critères en matière de désarmement rend difficile non seulement l'application de la non-prolifération nucléaire mais son évaluation.

L'Inde a toujours soutenu que les préoccupations en matière de prolifération concernant les matériaux et la technologie liés aux systèmes d'armes perfectionnées, aux armes de destruction massive et à leurs vecteurs seraient mieux prises en compte au travers d'accords non discriminatoires, multilatéralement négociés qui soient transparents et ouverts à une participation universelle. La prise en compte de ce principe dans les accords de désarmement multilatéraux non seulement améliorerait l'efficacité de ces accords mais créerait un élan supplémentaire en direction de leur universalité.

Afin de faire progresser l'examen par la communauté internationale des questions dont nous sommes saisis, l'Inde et les coauteurs recommandent le projet de résolution à la Commission pour adoption. Nous espérons qu'il recevra l'appui d'un grand nombre de délégations.

**M. Myint** (Myanmar) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur et le privilège de présenter le projet de résolution A/C.1/56/L.44/Rev.1, « Désarmement nucléaire », et ce au nom des auteurs suivants : Algérie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cambodge, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Équateur, Éthiopie, Fidji, Gabon, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Haïti, Indonésie, Kenya, République démocratique populaire lao, Lesotho, Madagascar, Malaisie, Mongolie, Mozambique, Namibie, Népal, Panama, Philippines, Samoa, Arabie saoudite, Sierra Leone, Singapour, Îles Salomon, Sri Lanka, Soudan, Swaziland, Thaïlande, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Viet Nam, Zambie, Zimbabwe et ma propre délégation.

Depuis 1995, nous présentons ce qui est devenu notre projet de résolution traditionnel. Bien qu'il ne s'agisse pas d'un texte officiel du Mouvement des non alignés, ce projet fait suite à la Déclaration du Sommet des non alignés, tenu à Cartagène en 1995. En fait, nombre de membres du Mouvement sont coauteurs de ce projet de résolution. Depuis 1999 tous les pays de l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est parrainent ce document.

Dans les paragraphes de son dispositif, le projet de résolution estime, entre autres, qu'il est véritablement nécessaire de réduire le rôle des armes nucléaires dans les politiques en matière de sécurité afin de limiter au minimum le risque d'utilisation de ces armes et de faciliter le processus conduisant à leur élimination totale. Il demande de nouveau de procéder à une réduction progressive de la menace nucléaire et de prendre des mesures efficaces de désarmement nucléaire en vue de l'élimination totale de ces armes. Il souligne qu'il importe d'appliquer le principe de l'irréversibilité au processus de désarmement nucléaire et aux mesures de limitation et de réduction des armes nucléaires et autres armes connexes. Il se félicite du succès de la Conférence d'examen des Parties au Traité sur la non-prolifération nucléaire en 2000 et que les États parties aient réaffirmé que l'élimination totale des armes nucléaires est la seule garantie absolue contre la menace ou l'emploi des armes nucléaires et

demande que les mesures énoncées dans le Document final soient effectivement appliquées dans leur intégralité. Il demande que soient conclus un ou plusieurs instruments juridiques internationaux apportant des garanties de sécurité adéquates aux États non dotés d'armes nucléaires. Il regrette que la Conférence du désarmement n'ait pu constituer un comité spécial du désarmement nucléaire à sa session de 2001, comme demandé dans la résolution 55/33 T de l'Assemblée générale. Il demande de nouveau à la Conférence du désarmement de constituer, à titre prioritaire, un comité spécial du désarmement nucléaire chargé d'entamer, au début de 2002, des négociations sur un programme échelonné de désarmement nucléaire, l'objectif étant d'éliminer définitivement les armes nucléaires et demande que soit convoquée, à une date rapprochée, une conférence internationale sur le désarmement nucléaire sous tous ses aspects en vue de déterminer et d'examiner des mesures concrètes de désarmement nucléaire.

Ce sont là quelques-uns des éléments contenus dans notre projet de résolution dont l'objectif essentiel est de proposer un programme échelonné de désarmement nucléaire conduisant à l'élimination totale des armes nucléaires. Monsieur le Président, par votre intermédiaire je voudrais demander aux États membres de la Commission d'appuyer le projet de résolution comme ils l'ont fait pour notre projet de résolution de l'année dernière.

**M. Heinsberg** (Allemagne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de présenter, au titre du point 74 h) de l'ordre du jour et au nom des coauteurs, le projet de résolution A/C.1/56/L.39, intitulé « Consolidation de la paix grâce à des mesures concrètes de désarmement ». J'ai en outre le plaisir d'annoncer qu'outre les pays mentionnés dans le document, les délégations suivantes se sont portées coauteurs de ce projet de résolution : Albanie, Chili, Érythrée, Guinée, Kenya, Lettonie, Liechtenstein, Mozambique, Niger, Panama, Uruguay et Zambie. Ma délégation remercie tous les pays qui ont parrainé le texte présenté cette année et accueille chaleureusement tous ceux qui, pour la première fois, ont souhaité s'ajouter à la liste des coauteurs. Le nombre de parrainages toujours croissant démontre que le sujet de ce projet de résolution, mesures concrètes de désarmement, jouit d'un vaste appui dans le monde, notamment dans tous les groupes régionaux représentés ici.

Les mesures concrètes de désarmement restent une question importante de l'ordre du jour des Nations Unies. L'accès facile à d'importantes quantités d'armes bon marché et prêtes à être utilisées et qui sont fabriquées ou commercialisées de façon illicite accroît l'intensité et la durée des conflits armés en cours et crée le grand risque de déclencher de nouveaux actes de violence. Les mesures actuelles concernant la maîtrise des armements ne couvrent pas le cas des armes légères, principaux engins explosifs employés dans les conflits ou incidents violents actuels. Ainsi l'idée d'instaurer des mesures concrètes de désarmement, tel qu'énoncé dans l'Agenda de la paix et également évoquée dans la Déclaration du Millénaire, a pour objet de combler une lacune de l'ordre du jour du désarmement.

La Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, tenue en juillet dernier, doit être considérée comme un élément clef destiné à servir la cause du désarmement dans nombre de domaines identiques où des mesures concrètes de désarmement sont mises en oeuvre. Il convient également de souligner que l'idée de mesures concrètes de désarmement figure dans le mandat des missions de maintien de la paix, les cas les plus récents étant ceux de la Mission des Nations Unies en Sierra Leone (MINUSIL) et de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUC). La compétence des Nations Unies pour ce qui est des mesures concrètes de désarmement a en outre permis de fournir une base officielle pour l'élaboration du projet de désarmement en ex-République yougoslave de Macédoine.

Je voudrais brièvement exposer les quelques modifications et ajouts apportés au libellé du projet de résolution. Bien que ce libellé suive en grande partie celui des années précédentes, les ajouts apportés aux deuxième et troisième alinéas du préambule et la référence incluse au septième alinéa établissent un lien entre le projet de résolution et le Programme d'action de la Conférence des Nations Unies sur les armes légères. De plus, la référence faite dans les deuxième et quatrième alinéas du préambule au maintien et à la consolidation de la paix, souligne que les mesures concrètes de désarmement constituent un volet important des activités des Nations Unies dans ce domaine. Enfin, le nouveau paragraphe 5 du dispositif prie le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée

générale, à sa cinquante-septième session, un rapport sur l'application de la présente résolution, compte tenu des activités du Groupe des États intéressés.

Je saisis cette occasion pour attirer brièvement l'attention des représentants sur les activités du Groupe des États intéressés, qui a été constitué en mars 1998 et dont la première réunion a été suivie par plus de 60 pays. Le Groupe s'est réuni 16 fois jusqu'à présent et est devenu une instance et un point de coordination pour les délégations en ce qui concerne la proposition et l'étude de certains projets ayant trait au désarmement. Ses activités sont dûment appuyées par les services du Secrétariat des Nations Unies. Tous les projets ont ceci en commun qu'ils doivent être concrets et que leur portée doit être bien définie. En outre ils doivent impérativement présenter un solide rapport coûts-avantages. Les projets ont jusqu'à présent porté sur des missions d'enquêtes, des séminaires et des projets de collecte d'armes. Tous ont pour but de contribuer à l'objectif de désarmement complet. Il convient de signaler que les activités du Groupe des États intéressés se fondent sur cette détermination. Le Groupe est ouvert à tous les États Membres désireux de contribuer à la cause du désarmement général, que ce soit en prodiguant des conseils, en apportant des contributions financières ou en demandant une aide à cet égard.

Les projets de résolution semblables présentés les années précédentes ont toujours été adoptés par consensus. J'espère vivement qu'il en sera de même cette année et que le texte dont la Commission est saisie sera également adopté sans être mis aux voix.

**M. Moungara-Moussatsi** (Gabon) : À ce stade du débat, ma délégation souhaiterait, intervenir sur le projet de résolution A/C.1/56/L.51/Rev.1, intitulé « Assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite et la collecte des armes légères ». Le phénomène de l'accumulation et de la circulation excessives et déstabilisatrices des armes légères nourrit, ces dernières années, les débats sur la paix et la sécurité tant au niveau des Nations Unies qu'à celui des organisations régionales et sous-régionales. Comme on le sait, plusieurs parties du monde ont déjà adopté des mesures concrètes à l'effet de lutter contre ce phénomène, le réduire et finalement l'éliminer. L'adoption de moratoires sur l'importation, l'exportation et la fabrication des armes légères à laquelle ont procédé des États comme ceux de la Communauté économique des États de l'Afrique de

l'Ouest ou les États de l'Afrique de l'Est ainsi que l'adoption d'une position commune africaine dénommée Déclaration de Bamako participent de cette volonté d'éradiquer le mal de la circulation illicite des armes légères.

De même, le Conseil de sécurité de l'ONU a adopté plusieurs résolutions relatives à la lutte contre le mouvement illicite et incontrôlé des armes légères. Au nombre de ces textes figurent les résolutions 1196 (1998) et 1209 (1998) adoptées alors que mon pays était membre du Conseil de sécurité.

Aujourd'hui, il s'agit davantage d'actions concrètes effectives, d'engagement réel et pragmatique sur le terrain que de simples déclarations d'intention ou de pure rhétorique. La Conférence des Nations Unies sur le commerce illicite des armes légères sous tous ses aspects, en juillet dernier, a adopté un Programme d'action. La section III de ce programme énonce un certain nombre d'actions concrètes à prendre en vue d'aider les États en butte au phénomène de la circulation illicite à y mettre fin. Ces actions concernent, entre autres, le renforcement des capacités dans les domaines tels que l'élaboration de la législation, le repérage et le marquage des armes légères ainsi que leur destruction. Le paragraphe 3 de la même section prévoit également une assistance financière et technique aux États Membres pour les aider à mieux combattre le commerce illicite des armes légères. Ma délégation appelle de tous ses vœux la traduction dans les faits de toutes ces mesures.

De même, les organes des Nations Unies et les organisations de la société civile qui apportent un soutien appréciable dans le domaine de la lutte contre le commerce illicite des armes légères méritent un appui financier. Nous pensons notamment au Programme des Nations Unies pour le développement dont les ressources devraient être revues à la hausse afin d'augmenter sa capacité d'appui aux programmes de collecte et de destruction des armes légères.

Hier après-midi référence a été faite ici, à juste titre d'ailleurs, aux difficultés que connaît le Centre régional des Nations Unies pour la paix et le désarmement en Afrique. Ce centre, qui a été créé pour soutenir et promouvoir les efforts des pays africains en matière de sécurité et de désarmement, dispose malheureusement de ressources très limitées au regard de l'ampleur de ses tâches et de ses besoins. Il serait donc tout indiqué que cet organe si important pour le

continent soit doté de ressources financières, humaines et matérielles conséquentes pour l'aider à financer ses programmes dans le domaine de la collecte et de la destruction des armes légères.

Pour terminer j'aimerais mettre l'accent sur le fait que l'assistance aux États pour l'arrêt de la circulation illicite des armes légères devrait concerner toutes les régions car aucune partie du monde, et surtout du monde en développement, n'est aujourd'hui épargnée par ce phénomène. Ma délégation soutiendra tout projet de résolution dans ce sens.

**M. Antonov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Une fois encore la Fédération de Russie présente un projet de résolution intitulé « Les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale ». Cette année ce projet de résolution porte la cote A/C.1/56/L.3.

Les progrès rapides dans le domaine des techniques de la téléinformatique prennent aujourd'hui la caractéristique d'une révolution technologique mondiale dans le domaine de l'information, englobant tous les secteurs de la société sans exception, qu'il s'agisse de la politique, de l'économie, de l'administration publique, des finances, de la science, de la culture et, enfin, des relations internationales. De plus en plus les ressources en matière d'information deviennent l'un des éléments les plus précieux du patrimoine national et mondial.

Parallèlement, on a constaté récemment une augmentation objective de la menace potentielle représentée par l'utilisation des techniques de l'information à des fins incompatibles avec les buts s'attachant aux progrès de la science et de la technique ainsi qu'avec les objectifs de maintien de la paix et de la stabilité internationales, de l'application des principes de non recours à la menace ou à l'emploi de la force, de non ingérence dans les affaires intérieures et de respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Il convient de réfléchir sur la façon d'éviter que des technologies prévues à des fins pacifiques ou des techniques à double emploi, y compris les techniques de l'information, soient utilisées à des fins de guerre en matière d'information ou servent à des activités illégales, notamment à commettre des actes terroristes aux conséquences extrêmement dévastatrices. Les événements tragiques survenus récemment aux États-Unis ont montré combien il était nécessaire pour la

communauté internationale de s'efforcer de trouver les moyens de résoudre ce problème et d'élaborer des mesures préventives appropriées.

Avec la participation directe de la Russie, la question de la sécurité de l'information sur le plan international retient depuis plusieurs années déjà l'attention des Nations Unies. L'adoption par consensus des résolutions 33/70, 54/49 et 55/28 de l'Assemblée générale laisse entendre non seulement que les pays du monde sont conscients de l'existence de ce problème mais qu'il s'agit d'un appel pour que ce problème soit examiné de façon plus précise dans un cadre multilatéral. Telle est la motivation de l'initiative prise cette année par la Fédération de Russie.

Le projet de résolution que nous présentons cette année est conforme aux résolutions précédentes sur ce sujet. Il est axé sur le non affrontement et tient compte des vues de nombreux États. Nous envisageons la possibilité de développer plus avant l'idée d'une sécurité de l'information sur le plan international en prévoyant l'élargissement géographique de la participation aux discussions et l'élaboration de nouvelles résolutions de caractère de plus en plus concret afin de servir les intérêts communs de sécurité et de stabilité.

Je tiens à souligner une fois de plus que le projet de résolution russe sur la sécurité de l'information internationale n'a pas pour objet d'imposer une conception particulière de ce problème. De même nous n'avons pas l'intention de contrôler les systèmes d'information et de télécommunications, de limiter le libre flux de l'information ou d'interdire leur accès. Bien au contraire, le projet de résolution sous-entend le respect de toutes les normes démocratiques existantes applicables à ce secteur. Cependant, nous avons tenu compte des inquiétudes exprimées par plusieurs de nos collègues lors de l'élaboration du projet de résolution et nous avons donc intégré leurs suggestions dans le texte afin de rendre plus précises certaines de ses dispositions.

S'inspirant des solutions apportées petit à petit à d'autres problèmes important en liaison avec la sécurité internationale, le projet de résolution présenté cette année prie le Secrétaire général de procéder à une étude sur cette question en vue d'examiner et de déterminer les menaces qui existent ou pourraient exister dans le domaine de la sécurité de l'information et des mesures qui pourraient être prises pour y parer.



Nous suggérons que cela se fasse avec la participation d'experts gouvernementaux désignés par le Secrétaire général sur la base d'une répartition géographique équitable et avec l'aide d'États Membres à même d'apporter leur concours. À notre avis, cette façon de faire permettrait d'avoir un débat plus approfondi portant sur toute une gamme de questions liées à la sécurité de l'information au niveau international. Cette méthode permettrait également de mieux comprendre les différentes approches et positions des parties et, peut-être, de les rapprocher.

Parallèlement, les consultations relatives au projet de résolution ont montré qu'un certain nombre de délégations estimaient qu'étant un concept assez nouveaux et insuffisamment exploré, la sécurité de l'information pourrait faire l'objet d'une étude préalable. Conscients de ce fait et des incidences budgétaires du projet à l'examen, nous proposons, à ce stade, de prendre une décision politique afin de mettre sur pied un groupe d'experts gouvernementaux en vue d'examiner les questions ayant trait à la sécurité de l'information au niveau international, ce qui reporterait sa mise en oeuvre concrète vers 2004.

Nous invitons toutes les délégations à appuyer le projet de résolution russe qui, je l'espère, sera adopté par consensus comme l'ont été les résolutions des années précédentes.

**M. Sanders** (Pays-Bas) (*parle en anglais*) : À en juger par la liste des orateurs, je suis sensé m'exprimer sur le projet de résolution A/C.1/56/L.42, mais tel n'est pas le cas. Je prends la parole pour parler d'un projet de résolution que nous avons déjà examiné lors de précédentes sessions mais qui n'a pas été présenté cette année. Je voudrais évoquer quelques-unes des idées qu'il contient et que nous avons émises à propos de la législation et des règlements nationaux sur le transfert d'armes et autres matières sensibles. À notre avis, le contrôle efficace de ces transferts est extrêmement important du point de vue de la maîtrise des armements, du désarmement, de la non-prolifération, de la stabilité et de la sécurité et de la lutte contre le terrorisme. C'est dans ce contexte que nous avons préparé un projet de résolution portant sur cette question.

Au cours de nos consultations il nous est apparu clairement que nous devons tenir compte d'un certain nombre de domaines connexes sur lesquels, après bien des difficultés, un consensus a pu être atteint et nous

n'avons pas voulu risquer de l'affaiblir. Afin d'éviter tout malentendu dans ce débat sensible nous avons donc décidé de ne pas soulever ce point à la présente session, compte tenu également du contexte politique général actuel et du désir de toutes les délégations d'éviter tout affrontement inutile.

Malgré cette situation délicate, beaucoup nous ont encouragés à approfondir l'idée que nous avons

émise. Nous restons convaincus que des mesures législatives nationales efficaces en matière de transfert d'armes et autres matières sensibles sont de la plus haute importance pour la communauté internationale en général et pour le désarmement, la non-prolifération et le contre-terrorisme en particulier.

Les pays dotés d'une législation efficace en la matière devraient aider ceux qui sont actuellement en train d'élaborer une telle législation. Les Pays-Bas ont participé à la préparation de projets dans ce domaine et continueront de le faire.

La question des transferts d'armes devrait également être abordée au niveau mondial et les nations devraient échanger des informations portant sur cette question par le biais du système des Nations Unies afin que tous les pays aient un accès immédiat et puissent tirer des enseignements de ce que d'autres pays ont mis sur pied en matière de législation et de règlement sur le plan national. Nous éviterons tout lien non approprié avec des domaines où ces idées pourraient susciter certaines difficultés. En même temps, au cours de nos consultations nous avons constaté l'intérêt positif que les Nations Unies portent sur cette question.

Dans ce contexte, nous voulons, en étroite consultation avec un certain nombre de pays intéressés, poursuivre nos travaux en vue de l'élaboration d'un projet de résolution qui auraient de grandes chances de réunir le consensus à la cinquante-septième session de l'Assemblée générale.

**M. Aleryani** (Yémen) (*parle en arabe*) : Prenant pour la première fois la parole, je voudrais féliciter le Président et les autres membres du Bureau pour leur élection.

Le Yémen a été l'un des premiers pays à adhérer aux traités et conventions sur le désarmement, notamment le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la production, du stockage et de l'emploi des armes chimiques et sur leur destruction. La politique étrangère du Yémen se fonde essentiellement sur la nécessité d'éliminer les armes de destruction massive sous toutes leurs formes en tant que moyen permettant de consolider la paix, la coopération et le développement dans le Moyen-Orient et dans le monde entier.

Le Yémen, tout comme les autres pays du Moyen-Orient, s'inquiètent du fait qu'Israël soit le seul pays à ne pas répondre aux appels de la communauté internationale lui demandant d'adhérer au Traité sur la non-prolifération et qu'il soit également le seul pays qui continue à poser des menaces à la paix et à la sécurité non seulement au Moyen-Orient mais dans le monde. C'est pourquoi nous souhaitons l'adoption du projet de résolution A/C.1/56/L.5, présenté par l'Égypte, appelant à la création d'une zone exempte d'armes nucléaires dans la région du Moyen-Orient, et le projet de résolution A/C.21/56/L.25, intitulé « Le risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient ».

Mon pays partage les inquiétudes exprimées par la plupart des pays du monde en ce qui concerne les énormes stocks d'armes nucléaires détenus par des pays qui devraient respecter leurs engagements conformément aux protocoles qu'ils ont été signés afin de réduire progressivement leurs arsenaux nucléaires. Mon pays appuie les vues des États non dotés d'armes nucléaires à propos des menaces que de telles armes font peser sur l'humanité et l'environnement, et reconnaît la nécessité de garantir le non emploi de ces armes par les pays qui en disposent.

**M. Tóth** (Hongrie) (*parle en anglais*) : Cette année, un projet de décision a été présenté sur la question de la Convention sur les armes biologiques. Le projet fait l'objet du document A/C.1/56/L.11.

S'écartant de la pratique précédente, le projet ne traite pas de questions de fond, mais pose plutôt le cadre en matière de procédure pour la prochaine Cinquième Conférence d'examen des États parties au Traité sur les armes biologiques. J'espère que le projet de décision fera l'objet du consensus habituel.

Au premier paragraphe de son dispositif, le projet de décision prie le Secrétaire général de continuer de prêter l'assistance voulue aux gouvernements dépositaires de la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, de fournir l'assistance et les services nécessaires pour l'application des décisions et recommandations des conférences d'examen et de la Conférence spéciale des États parties à la Convention qui a eu lieu du 19 au 30 septembre 1994 et de fournir l'assistance et les services nécessaires pour la cinquième Conférence d'examen qui doit se tenir à Genève du 19 novembre au 7 décembre 2001.

Au paragraphe 2 de son dispositif, le projet de décision demande à l'Assemblée d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa cinquante-septième session la question intitulée « Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction ».

Bien qu'en raison de son caractère procédural le projet de décision ne fasse pas ressortir les défis posés à la communauté internationale, il ne faut pas oublier la gravité de ces défis. La Cinquième Conférence d'examen fournira les conditions appropriées, c'est-à-dire le temps nécessaire, le cadre des débats, la structure et la qualification voulue pour traiter de ces problèmes de façon sensée et pour essayer de déterminer la voie à suivre par la communauté internationale dans la situation actuelle.

Toute conférence d'examen, avec son rituel quinquennal d'inventaire et de planification, représente en soi un événement de caractère crucial. Trouver un commun dénominateur politique sur l'interprétation du passé et sur la projection dans l'avenir sur une période de dix ans n'est pas une tâche facile, même dans des circonstances normales. Cette fois, en raison de la nature sensible des questions qui seront étudiées, la Cinquième Conférence d'examen aura à pénétrer plus profondément dans le passé et dans l'avenir qu'aucune autre conférence précédente.

Il y a 10 ans, en 1991, la Troisième Conférence d'examen a lancé le premier processus destiné à examiner d'éventuelles mesures de vérification et, ensuite, des projets visant à renforcer la Convention sur les armes biologiques. Les négociations relatives aux protocoles d'application entreprises depuis 1995 au sein du Groupe spécial se sont soudainement arrêtées en août dernier. La Cinquième Conférence d'examen n'aura pas seulement à se pencher sur les travaux réalisés au cours de la dernière décennie mais à définir le statut du régime d'interdiction des armes biologiques une période beaucoup plus longue que les cinq années qui suivront. Tout ce temps réuni représente presque une génération. Les implications possibles pourraient même aller beaucoup plus loin.

L'autre défi posé est le récent rythme d'utilisation de l'anthrax. La nature de ce défi ne dépend pas du fait que ces actes soient d'origine nationale ou internationale. Les informations diffusées chaque jour nous amènent à vivre avec l'idée que l'emploi de cette

arme est en train de devenir une réalité de la vie quotidienne. Une telle notion est en train d'éroder peu à peu toutes les mesures d'interdiction, politiquement et juridiquement contraignantes, contenues dans les Déclarations finales de consensus de toutes les Conférences d'examen antérieures et dans la Convention sur les armes biologique elle-même. De plus, à aucun moment de l'histoire ans l'histoire récente il n'y a eu de prise de conscience aussi claire du viol de la norme de non-emploi alors même qu'il s'agit d'une norme juridique qui remonte au Protocole de Genève de 1925, soit il y a plus de trois-quarts de siècle, le précurseur de cette norme juridique, la Convention de La Haye de 1899, datant de plus d'un siècle. Qui plus est, la conviction morale que l'emploi de ces armes répugnerait à la conscience de l'humanité est ancrée depuis des siècles.

Agir ou ne pas agir, voilà ce qui déterminera l'avenir du régime d'interdiction des armes biologiques bien au-delà de la cinquième Conférence d'examen. Lors de la Conférence nous aurons à confirmer à nouveau l'importance que la communauté internationale attache à l'intégrité de chacune des normes d'interdiction. Nous aurons à prévoir des mesures appropriées, y compris d'éventuelles mesures de vérification pour renforcer la Convention sur les armes biologiques. Nous devons appliquer les mesures de suivi. Nous aurons à transformer tous ces efforts en actes durables pendant la période s'écoulant entre les Conférences d'examen. Nous ne devons donc pas accepter la lente érosion des normes que nous avons utilisées pendant des décennies, voire plus. Nous devons nous rendre compte qu'à la lumière des attentes politiques et publiques nous n'avons pas d'autre choix viable que de relever ces défis.

**Mme Quarless (Jamaïque) (*parle en anglais*) :**  
En tant que Présidente de la Commission du désarmement des Nations Unies pour la session 2001 et au nom des coauteurs, traditionnellement membres du Bureau élargi de la Commission, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/C.1/56/L.4, intitulé « Rapport de la Commission du désarmement ». Le projet a été préparé de manière semblable à celle des résolutions précédentes concernant la Commission du désarmement. Quelques changements pertinents ont été apportés pour tenir compte de la situation actuelle. Je me permets de signaler ces changements.

Pour la deuxième année consécutive les paragraphes du dispositif traitant de la question relative

à une nouvelle rationalisation des travaux de la Commission n'ont pas été inclus dans le texte, étant donné que le sujet n'a pas été traité au cours de la session de fond de 2001. Lors de la dernière session, la Commission a continué d'être saisie de deux points de l'ordre du jour qui en sont à leur deuxième année d'examen : moyens de parvenir au désarmement nucléaire et mesures de confiances concrètes dans le domaine des armes classiques. Le paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution reprend donc l'ordre du jour actuel de la Commission.

Comme les délégations s'en souviendront, dans sa résolution 55/35/ C, l'Assemblée a décidé que les sessions de la Commission du désarmement se tiendraient pendant une période n'excédant pas trois semaines, conformément à la décision de 1998 sur la rationalisation des travaux de la Commission. La session de 2000 de la Commission a été limitée à deux semaines à titre exceptionnel, en raison d'un calendrier particulièrement chargé cette année. Cependant, la session de fond de 2001 a maintenu cette période de trois semaines pleines conformément à la décision, et le paragraphe 6 du dispositif du projet réaffirme que cette pratique sera maintenue en 2002.

Je voudrais maintenant dire quelques mots sur les activités de la Commission cette année. Les Présidents des deux Groupes de travail ont tenu 12 réunions chacun, au cours desquelles les délégations ont procédé à un échange sur des questions complexes et délicates, fait des présentations orales détaillées et présenté des observations par écrit sur le premier projet proposé par la Présidence. Se fondant sur les apports des États membres, les Présidents ont révisé leur texte original. Ces documents, bien que non contraignants et relevant de la seule responsabilité des Présidents des Groupes de travail, ont servi de base – ou de cadre – aux discussions. Essayer de maintenir le meilleur équilibre entre les différents intérêts sur des questions qui ont trait à des préceptes essentiels et des différentes perspectives sur la sécurité n'était pas chose facile. Je suis heureuse de dire que le Groupe de travail a admirablement relevé le défi.

Je saisis cette occasion pour exprimer ma gratitude aux Présidents, M. Yan Odei Osei, du Ghana, et Mme Gabriela Matinic, de l'Argentine, pour leur travail courageux. Je tiens également à féliciter les délégations pour leur approche constructive à l'égard des travaux de la Commission. Enfin, je ferais preuve de négligence si je n'exprimais pas ma sincère

reconnaissance à M. Dhanapala, Secrétaire général adjoint pour les affaires de désarmement, et à son équipe, ainsi qu'au personnel du Département des affaires de l'Assemblée générale et des Services de conférence pour leur professionnalisme et leur appui indéfectible pour assurer la conduite efficace des travaux de la Commission.

Je pense parler au nom de toutes les délégations lorsque j'exprime un optimisme prudent quant au succès des prochains débats de la Commission au cours de sa prochaine session en 2002. La session de 2001 a, je pense, contribué à élargir les bases qui permettront de réaliser un consensus sur les questions qui seront examinées par la Commission l'année prochaine. J'espère que ce projet de résolution A/C.1/56/L.4 relatif au rapport de la Commission du désarmement recevra, une fois encore l'appui de consensus de la Commission, comme lors des années précédentes.

**M. De Saram** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Je prends la parole dans le cadre du point 66 de l'ordre du jour. Le rapport du Comité spécial de l'océan Indien (A/56/29) est actuellement à l'examen au titre de ce point. J'ai l'honneur de m'adresser à la Commission en tant que Président du Comité spécial dont l'objectif est de déterminer la façon dont la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix pourrait être mise en oeuvre. Ce n'est pas une responsabilité facile, loin de là.

La Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix a été adoptée par l'Assemblée générale en 1971. Le Comité spécial de l'océan Indien a présenté son dernier rapport à l'Assemblée générale en 1999, il y a deux ans, à sa cinquante-quatrième session. Dans son rapport de 1999, le Comité soulignait qu'il n'avait pu parvenir à un consensus sur la façon d'appliquer la Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix. L'Assemblée générale avait pris note du rapport du Comité et exprimé sa conviction que la participation de tous les membres permanents du Conseil de sécurité et des principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien aux travaux du Comité spécial était très importante. Il demandait que des consultations se poursuivent avec les membres du Comité, avec les membres permanents du Conseil de sécurité et avec les principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien afin de résoudre les difficultés rencontrées sur la question de l'application de la Déclaration. L'Assemblée demandait au Président du Comité, par l'intermédiaire de la Commission, de lui faire rapport à sa

cinquante-sixième session en 2001, c'est-à-dire cette année.

Il existe un certain nombre de difficultés en ce qui concerne la façon de mettre en oeuvre les objectifs de la Déclaration, que les consultations avec les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi qu'avec les principaux utilisateurs maritimes de l'océan Indien et d'autres membres du Comité n'ont pas encore permis de surmonter. Cependant, même s'il n'est pas facile de réaliser les objectifs de la Déclaration de 1971, en ma qualité de Président du Comité, je pense que, comme le mentionne le rapport de la Commission, les objectifs de la Déclaration doivent continuer à être préservés par l'Assemblée générale. C'est là un idéal vers lequel tous ceux qui se préoccupent de l'océan Indien et de la région de l'océan Indien devraient, à travers leur participation au Comité spécial, continuer de tendre en s'efforçant d'atteindre ces objectifs de paix, de sécurité et de stabilité dans l'océan Indien et dans la région de l'océan Indien, objectifs que partagent tous les membres du Comité et, bien sûr, tous les Membres des Nations Unies.

Ainsi, j'espère que la Première Commission estimera possible de proposer à l'Assemblée générale cette année, comme elle l'a fait il y a deux ans, en 1999, de maintenir à son ordre du jour le point intitulé « Déclaration faisant de l'océan Indien une zone de paix ». De même, je souhaite que l'Assemblée générale demande au Comité spécial de l'océan Indien de poursuivre ses efforts pour parvenir au consensus approprié, et ce malgré les difficultés rencontrées, et qu'un rapport puisse lui être présenté à sa cinquante-huitième session.

**M. Sastradivedja** (Indonésie) (*parle en anglais*) : L'Indonésie, en tant que coauteur, appuie le projet de résolution A/C.1/56/L.44/Rev.1 présenté par la délégation du Myanmar. Depuis 1995 nous avons constamment soutenu dans sa totalité. Le processus dont découle le projet de résolution à l'examen, car ce processus est tout à fait pertinent compte tenu des efforts de désarmement actuels et de la manière détaillée dont il traite du désarmement nucléaire, de la non-prolifération et des sujets connexes au regard des préoccupations de l'Indonésie et d'autres pays du Mouvement des non alignés.

L'objectif du projet de résolution est l'élaboration d'un programme visant à une réduction échelonnée des

arsenaux nucléaires pour mener à leur élimination complète. Le projet de résolution définit un certain nombre de mesures qui, si elles étaient mise en oeuvre, contribueraient grandement à atténuer le cauchemar nucléaire et les multiples dangers de mort qui en découlent. L'adoption de ce texte à une écrasante majorité faciliterait le désarmement nucléaire à l'égard duquel nous sommes tous fermement engagés.

En outre, à nos yeux, la convocation, à une date rapprochée, d'une conférence internationale qui conduirait à l'adoption de mesures substantielles de désarmement nucléaire est devenue impérative. La situation internationale actuelle n'en exige pas moins.

Je voudrais également exprimer le ferme appui de l'Indonésie à la déclaration faite par le Représentant de l'Afrique du Sud au nom du Mouvement des non-alignés lorsqu'il a présenté cinq projets de résolution et un projet de décision.

L'Indonésie se préoccupe également de la question des dangers nucléaires, à propos desquels le Secrétaire général nous a mis en garde et dont la Déclaration du Millénaire fait mention. Selon nous, ces dangers peuvent émaner de nombreuses sources, notamment des armes nucléaires et des réacteurs nucléaires, du combustible irradié et autres matières radioactives. Outre les risques dus à un dysfonctionnement technique et à des décisions politiques et militaires délibérées, les conséquences imprévisibles d'une attaque nucléaire et du terrorisme nucléaire ne peuvent rester indéfiniment du domaine de la spéculation. C'est pourquoi l'Indonésie appuie sans réserve le projet de résolution mexicain A/C.1/56/L.16, intitulé « Conférence des Nations Unies chargée de trouver les moyens d'éliminer les dangers nucléaires dans le contexte du désarmement nucléaire ».

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Nous avons entendu tous les orateurs inscrits sur la liste pour la présente séance. Des Représentants souhaitent-ils prendre la parole à ce stade?

**M. De Saram** (Sri Lanka) (*parle en anglais*) : Hier, le Président nous a dit que, si nous disposions de temps suffisant cet après-midi, le projet de résolution A/C.1/56/L.7, intitulé « Prévention d'une course aux armements dans l'espace », pourrait être examiné. Étant donné que les consultations sur la façon de se prononcer sur ce projet de résolution se poursuivent, puis-je demander que l'examen de ce texte soit reporté de quelques jours? Afin de donner à ce projet de

résolution toutes les chances d'être adopté par la Commission je pense, Monsieur le Président, qu'il vous sera possible de répondre favorablement à cette demande.

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Rien ne s'oppose à donner une suite favorable à cette demande.

La Commission a ainsi terminé la deuxième étape de ses travaux, c'est-à-dire le débat thématique sur les questions inscrites à l'ordre du jour ainsi que la présentation et l'examen de tous les projets de résolution soumis au titre des points relatifs au désarmement et à la sécurité internationale. Je donne la parole au Secrétaire de la Commission.

**M. Sattar** (Secrétaire de la Commission) (*parle en anglais*) : J'informe les membres de la Commission que les pays énumérés ci-après se sont portés coauteurs des projets de résolution suivants : A/C.1/56/L.12 : Afghanistan, Costa Rica, République dominicaine, Égypte, Haïti, République démocratique populaire lao, Namibie, Nauru et Zambie; A/C.1/56/L.13 : Afghanistan, Burkina Faso, Costa Rica, République dominicaine, Haïti, Namibie, Pakistan, Sierra Leone et Zambie; A/C.1/56/L.14 : Afghanistan, Costa Rica, Haïti, Madagascar, Namibie, Sierra Leone et Zambie; A/C.1/56/L.15 : Irlande; A/C.1/56/L.24 : Jamaïque et Papouasie-Nouvelle-Guinée; A/C.1/56/L.30 : Malte; A/C.1/56/L.34 : Jamaïque; A/C.1/56/L.37 : Albanie, Suède et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du nord; A/C.1/56/L.40 : Papouasie-Nouvelle-Guinée; A/C.1/56/L.41 : États-Unis d'Amérique; A/C.1/56/L.45 : Jamaïque, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Qatar; A/C.1/56/L.47 : Croatie, Jamaïque, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Mali.

### Programme de travail

**Le Président par intérim** (*parle en anglais*) : Comme les délégations en ont été informées, conformément à la décision de la Commission, nous entamerons cet après-midi la troisième phase de nos travaux : décision sur tous les projets de résolution et de décision présentés au titre des points 64 à 84 de l'ordre du jour. À cet égard, j'attire l'attention sur le document de travail de la présidence, A/C.1/56/CRP.3, qui a été distribué la semaine dernière.

Afin d'utiliser de manière efficace et constructive le temps et les installations dont nous disposons, je rappellerai aux délégations que la Commission

continuera à se prononcer sur les projets de résolution figurant dans le document de travail No 1, qui sera distribué très prochainement. Je compte sur la pleine coopération et l'assistance des délégations pour permettre à la présidence de clôturer les travaux de la Commission dans les délais impartis.

*La séance est levée à 11 h 30.*